

**RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL**  
**OBJET : Examen et Adoption du procès-verbal du 3 octobre 2022**

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE**  
**VILLE DU VAUCLIN**

**PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 3 octobre 2022 à 18h00**

**ORDRE DU JOUR**

**Membres Présents : 16**

M. Jimmy FARREAUX Président de séance  
Mme Elodie BAPTÉ Secrétaire de séance  
M. François BABO, M. Tony DAVIDAS, Mme Nathalie CANCORIET, Mme Fiona RÉSIDANT, Mme Elodie LUTHBERT, Mariène MAINGÉ, Mme Moïse PIERRE-LOUIS, M. Lyvaïl ZACHARIE, Mme Christiane MORAND, Mme Elodie BAPTÉ, Mme Samantha ZAMOR, Mme Mireille VOLTINE, M. Alex AUGUSTE-CHARLERY, Mme Lucie LEBRAVE.

**Membres absents ayant donné procuration : 8**

M. Georges CLEON donne pouvoir à M. Tony DAVIDAS  
Mme Tuile TONNET donne pouvoir à M. Jimmy FARREAUX  
Mme Odile RÉSIDENT donne pouvoir à Mme Samantha ZAMOR  
M. Chantal MINOT donne pouvoir à Mme Elodie LUTHBERT  
M. Ludovic OCCOLIER donne pouvoir à François BABOT  
M. Teddy POULO donne pouvoir à Fiona RÉSIDANT  
M. Ernest JEAN-LAMBERT donne pouvoir à Lyvaïl ZACHARIE  
M. Stéphane MARGUERITE donne pouvoir à M. Jékhie MELCHIOR

**Membres absents : 3**

Mme Sandra BRUNO  
M. Albany JEAN-GILLES  
Mme Ghislaine SENEY

Il est procédé à l'appel nominal par Mme Mélissa ABOUÉ-ZAMBO, Directrice Générale des Services.  
Le Quorum étant atteint la séance commence. Le Président déclare la séance ouverte.  
Conformément à l'article L. 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. Mme Elodie BAPTÉ a été désignée à l'unanimité des suffrages, pour remplir ces fonctions, qu'elle a acceptées.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

## **I/ADMINISTRATION**

### **01-Examen et adoption du procès-verbal du 11 juillet 2022**

Mme LEBRAVE demande les corrections suivantes :

En page 6 : Mme LEBRAVE est interpellée par l'âge minimal 16 ans quand on sait que cet âge est un âge de scolarité, le jeune de 16 ans doit être scolarisé.

En page 10 : Mme LEBRAVE membre d'une association qui bénéficie d'une subvention, doit quitter la salle pour ce point, mais avant elle propose d'augmenter la subvention du CSV compte tenu des nouveaux projets pour la section de football.

### **VOTE**

Les membres du Conseil Municipal adoptent le procès-verbal du 11 juillet 2022, tenant compte des remarques de Mme LEBRAVE, à l'unanimité des membres présents.

## **II/ RESSOURCES HUMAINES**

### **02-Accueil de jeunes en service civique - Demande d'agrément auprès de l'Agence du Service Civique (p.11)**

**Mme LUTHBERT expose.**

### **M. LE PRESIDENT ouvre le débat :**

Mme LEBRAVE dit que ce sont des contrats qui existent depuis longtemps, et voudrait savoir si la ville connaît le nombre de jeunes qui pourront bénéficier de ce dispositif. Elle a noté l'intérêt de la ville pour les jeunes en situation de handicap, et demande s'ils ont déjà été recensés afin de savoir où ils seront dirigés.

M. FARREAUX répond qu'il ne sait pas encore combien de jeunes seront à la disposition de la ville. Tout d'abord la ville doit faire une demande d'agrément auprès de la DRAJES. Une fois que la DRAJES aura validé les projets d'accueil et que le nombre de jeunes sera indiqué, les élus informeront le conseil municipal. Ensuite, une communication sera faite avec le service civique, et les jeunes pourront postuler directement ou envoyer un courrier à la ville ; un appel spécifique sera fait pour les jeunes porteurs de handicap.

### **VOTE**

Les membres du conseil municipal autorisent le dépôt d'une demande d'agrément auprès de l'agence du service civique et la signature des contrats d'engagement avec les jeunes volontaires retenus, à l'unanimité des membres présents et représentés.

03- Passage aux 1607 heures pour tous les agents de la collectivité hormis les agents affectés à la caisse des écoles et à la police municipale (p.12 à 13)

M. DAVIDAS expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat :

M. AUGUSTE-CHARLERY demande à partir de quel mois seront mises en place les 1607 heures. Il demande également comment cela se passera pour les agents retraités et décedés. Il ajoute qu'il y a plusieurs municipalités qui ont le même problème et qui n'ont pas mis en place ce passage aux 1607 heures car l'erreur ne vient pas des employés mais de la collectivité.

Mme LEBRAVE dit que, si elle a bien compris, le passage aux 1607 heures est effectif au 1er janvier 2022. Elle demande combien d'agents bénéficieront de cette revalorisation en volume d'heures et quel est l'impact sur le budget. Concernant l'obligation qui était au 1er janvier 2022, quelle sera la date du début de l'application et est-ce qu'il y a un effet rétroactif au 1er janvier 2022 ?

M. FARREAU, répond que cette réforme sera mise en place le 1er décembre 2022, après validation du conseil municipal. Il n'y aura pas de rétroactivité. Il dit qu'il y a d'autres communes qui préparent la mise en place de cette réforme. M. FARREAU précise que dès leur arrivée aux affaires, la nouvelle équipe municipale a décidé de travailler avec le personnel pour mettre en règle certaines choses, notamment via le plan de titularisation, la réorganisation des services avec la mise en place d'un nouvel organigramme et la montée en compétences d'agents qui sont devenus responsables de service et la création de nouvelles directions. Aujourd'hui, la ville veut se mettre en conformité avec la loi. Certaines communes de France hexagonale ont fait des recours devant le conseil constitutionnel qui les a déboutés et la loi donc doit s'appliquer. Les 1607 heures c'est le cadre légal pour un agent à temps plein mais avec les ponts et horaires de vacances, les agents ne les faisaient pas. Il a donc fallu augmenter le temps de travail et les agents auront droit à 6 jours de RTT. Pour ceux qui sont décedés ou à la retraite, il est trop tard.

VOTE

Les membres du conseil municipal valident le passage aux 1607 heures et adoptent les modalités de mise en oeuvre de ces 1607h telles que proposées à la majorité des membres présents et représentés moins 2 abstentions et 1 vote contre.

III/ URBANISME

04-Vente de terrain communal - Parcelle B n° 82 (p.14)

Mme PIERRE-LOUIS expose.



#### M. LE PRÉSIDENT ouvre de débat :

Mme JEAN-MARIE dit que le prélèvement SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) est de 67 325,85€. Or dans le budget, le montant de 65 613,19 € avait été mentionné ; elle veut donc connaître le bon montant. Elle dit aussi que d'après la réglementation, les biens du domaine public sont inaliénables et imprescriptibles, donc, elle veut savoir comment cette transaction peut être conclue. Elle ajoute, que le bien qui est à vendre se situant à 200m d'un monument historique, elle veut savoir si la ville a pris contact avec l'ABF. Elle souhaite connaître les projets culturels de la ville car « Le Valentino » était un bâtiment qui avait une activité culturelle, et elle précise qu'elle ne parle pas d'animation mais de vrai projet culturel. M. AUGUSTE-CHARLERY trouve dommage que le Maire ne soit pas présent, car les jeunes en place actuellement ne sont pas responsables, et il avait plusieurs questions à lui soumettre. Il dit se rappeler que le Docteur JUSTON avait acheté des sièges pour reprendre le cinéma, que ceux-ci étaient stockés à l'ancienne école des garçons, et que M. OCCOLIER et M. CLÉON l'ont fait démolir pour en faire un parking ; il souhaite savoir où se trouvent ces sièges.

Il constate aussi que les jeunes de la majorité qui n'ont pas connu le cinéma au Vauclin, ont mal réfléchi à cette transaction. Et qu'il y a quatre Vauclinois qui ont fait part de leur souhait d'acquérir ce bien à M. OCCOLIER et M. CLÉON qui est maintenant le Maire de la ville, pour en faire une salle de spectacle et à ce jour ils n'ont toujours pas reçu de réponse. Il préférerait que ce terrain soit vendu à des Vauclinois, au prix annoncé. Mme LEBRAVE dit que ce point est embarrassant parce qu'il s'agit de construction de logements sociaux et qu'aujourd'hui c'est une demande qui est en hausse, pas que sur la ville mais dans toutes les communes de Martinique et ce sont des opérations classiques que ce soit pour l'État ou les villes. Cependant elle est frustrée, parce que son jeune âge lui permet de dire que dans le temps, le Valentino servait à remplacer la salle paroissiale et à organiser des projections de films le week-end. Ce qu'elle trouve gênant dans le traitement de ce bâtiment laissé à l'abandon, c'est le non-respect pour la famille qui avait fait construire ce cinéma pour permettre aux Vauclinois de voir un film (elle a eu l'occasion d'y aller), vendu à la ville, peut-être par manque de moyens. Elle n'était pas élue à l'époque mais elle est gênée car c'est l'argent des administrés qui a fait l'acquisition de ce bâtiment puisque ce sont nos impôts donc de l'argent public. Elle n'a pas le montant de cette acquisition et le regrette, car cette salle aurait pu servir à autre chose, comme une salle de spectacle. Elle dit que cette salle aurait pu servir à des associations puisqu'aujourd'hui seule la MJCA est à disposition de beaucoup d'associations de la ville, et elle sait que le service culturel fait tout son possible pour satisfaire leurs besoins. C'est donc son regret de voir que cette salle soit laissée dans cet état de délabrement, et trouve qu'elle mérite d'être démolie car il n'y a malheureusement plus rien à faire.

Elle reste tout de même persuadée que la ville du Vauclin a besoin d'une salle pour accueillir des spectacles et que malheureusement c'est le restaurant scolaire qui fait office de salle de spectacle mais que ce n'est pas sa vocation première. Elle reste persuadée que la ville du Vauclin aura l'opportunité puisque le patrimoine en terrain n'est pas négligeable, car lors d'un conseil municipal d'une précédente mandature, il était fait mention d'une construction par des promoteurs de villas de grand standing à Massy Massy à 90€/m2 € et aujourd'hui, ce projet n'a pas abouti.

Elle revient sur la vente de ce terrain en disant être toujours un peu embêtée parce que beaucoup de villes optent pour la construction de petits blocs pour éviter la délinquance qu'il y a dans les grands ensembles, et utilisent les dents creuses afin de réaliser des petits bâtiments comme la résidence Eugène Mona au Vauclin. Par contre elle est un peu gênée,

parce que le prix de 39 825€ comprend la vente et la démolition et elle aurait aimé connaître le prix décomposé à savoir celui du terrain et de la démolition.

Un autre problème l'interpelle. Monsieur Andy SCHENIN-KING qui propose de faire l'acquisition pour en faire des logements sociaux, précise que : « La société civile de construction vente est en cours de création pour le portage de l'opération », donc si c'est en cours c'est qu'il n'y a même pas un extrait K-bis qui permet de connaître les autres projets de cette société. Ce qui continue de la gêner c'est qu'aujourd'hui cette entreprise n'existe pas, et elle ne sait pas comment celle-ci sera demain. Le terrain sera vendu à un particulier même s'il dit dans le rapport que le terrain sera transféré à la future entreprise, sauf qu'elle n'est pas créée. Il n'y a donc aucune garantie à confier une construction à une entreprise qui n'existe pas encore. Elle est embarrassée car ce sont des logements sociaux et elle sait que beaucoup d'administratifs attendent ce type de logement. Elle est quand même interpellée par la superficie des logements et demande au Président d'attendre que l'entreprise existe pour mettre en vente ce terrain car elle ne veut pas voter contre des logements sociaux et veut la garantie que ces logements soient pour des Vauclinois et souhaite que le point soit remis à l'ordre du jour avec de bonnes informations car aujourd'hui elle pense que c'est à un particulier que le terrain sera vendu et non à une entreprise.

M. ODONNAT dit qu'après avoir lu ce projet il n'a pas voulu y croire car c'est une parcelle et un bâtiment qui ont été achetés par l'équipe de M. JUSTON, il y a une trentaine d'années pour redonner aux Vauclinois cet espace culturel que sa génération et certains plus jeunes ont connu par le passé. C'était l'objectif de la majorité en 1995, celui qui a pris la suite était embarqué dans cette dynamique, et puis chemin faisant au gré des humeurs des uns et des autres, ce bâtiment a été abandonné et il est précisé dans le rapport que : « Ce bâtiment qui n'est plus en service depuis de nombreuses années est aujourd'hui dans un état de dégradation avancée et la ville souhaite faire cesser cette situation ». Il ajoute que c'est dommage comme a pu le souligner M. AUGUSTE-CHARLERY que le Maire ne soit présent, car c'est de sa responsabilité. Si le bâtiment est abandonné depuis plus de 30 ans, c'est la responsabilité de M. CLÉON et de ceux qui étaient là, et dit ne pas incriminer les nouveaux car ils viennent d'arriver mais que ce bâtiment a fonctionné pendant de nombreuses années, a donné satisfaction et s'il fait office de dépôt, c'est uniquement la responsabilité de ceux qui ont dirigé la ville durant les 30 dernières années.

M. ODONNAT dit fonctionner avec des principes simples : un espace qui accueille du public, qui appartient à la ville, qui fait partie du patrimoine de la ville, doit rester dans le patrimoine de la ville et continuer à avoir cette vocation publique. Il ne comprend pas la tournure d'esprit qui consiste à vouloir se débarrasser du patrimoine communal, et le vendre à un particulier.

Ensuite, l'acquéreur qui est un particulier, dit vouloir faire 10 logements. Il a regardé le PLU de la ville, et dans cette zone pour faire 10 logements, il faut 10 places de parking par logement, il voudrait savoir comment dans 390 m<sup>2</sup> seront mises 10 places de parking. Il demande comment en faisant des F3 et des F4 ils vont mettre 10 logements sur trois niveaux, il ne comprend pas et a du mal à voir la logique du promoteur.

Puis, il cite l'exemple de la réhabilitation du cinéma ATLAS aux Anses d'Arlets. Celui-ci a été créé en 1905, c'est-à-dire que le bâtiment a 120 ans et malgré toutes les pressions extérieures, il a résisté et le projet a été monté en faisant appel à des financements extérieurs. Ils vont retaper le cinéma qui va accueillir 100 à 120 personnes et il dit que c'est ce qu'il faut faire au Vauclain car il n'y a pas d'espace pour accueillir le public sur des manifestations. En effet le cinéma n'est plus aussi fréquenté, mais celui-ci peut être remplacé par une médiathèque, un espace numérique comme le fait la ville des Anses-d'Arlets ou José MIRANDE maire de la ville du Marin, et demande aux élus d'avoir un peu d'imagination.



Pour finir il dit que c'est une mauvaise idée de vendre ce terrain. Il demande aux élus de réfléchir et de demander au Maire des Anses-d'Arlets comment il a fait pour monter son projet de réhabilitation et qu'ils ne voteront pas pour ce projet de vente du Valentino.

Mme VOLTINE dit que l'essentiel a été rapporté par ses collègues, mais elle voudrait quand même ajouter qu'elle a eu un appel d'une collégienne de 14 ans en pleurs en apprenant que l'ancien cinéma allait être vendu pour créer des logements sociaux et elle lui demandait d'arrêter ce projet. Elle a répondu à cette collégienne que malheureusement étant minoritaire cela ne serait pas possible. Elle lui a donc demandé de faire passer le message qui suit, « elle estime que c'est un gâchis et qu'elle espérait autre chose de ce nouveau changement ». Mme VOLTINE dit que cette collégienne espérait pouvoir avoir un endroit où elle pourrait faire de la danse, faire de la peinture, s'amuser, faire du théâtre ou aller au musée et que malheureusement, cette vente aura un grand impact sur cette génération qui espérait autre chose de la nouvelle mandature. Elle pense qu'il faut réfléchir intelligemment et donner une autre destinée à ce bâtiment. Mme VOLTINE dit que sa génération a des souvenirs dans ce bâtiment et qu'elle est émue, presque les larmes aux yeux parce que c'est une partie de l'histoire du Vauclin qui s'en va, même sa mère est très affectée par cette démolition ainsi qu'une bonne partie de la population.

M. DAVIDAS dit qu'ils ont fait des choix, et qu'il y a environ deux ans, les Vauclinois ont voté et mis en place une majorité avec un programme, avec la demande d'aller au bout de ce programme. Il continue en précisant que comme l'a très bien expliqué M. ODONNAT, d'autres communes ont des projets qu'elles mettent en place et dit être ému également quand il passe dans cette rue et voit ce bâtiment à l'abandon. Il dit se souvenir que M. ODONNAT a fait sa politique dessus qu'il l'avait montré un jour à la télé en tant qu'image du Vauclin. M. DAVIDAS dit être ému également de voir le Valentino qu'il a connu dans les années passées.

Il dit que si un musée est construit comment seraient créées les places de parking ? Faudrait-il démolir la gendarmerie ? Il comprend l'émotion de tout un chacun, mais à un moment quand on est au pouvoir il faut prendre des décisions. Il dit à M. ODONNAT qu'il doit savoir ce que c'est car aujourd'hui la CTM veut détruire le bâtiment de France-Antilles qui est classé monument historique.

Aujourd'hui le Valentino est un danger et à chaque coup de vent les élus ont peur car il y a de l'insécurité. Le bâtiment risque de s'écrouler. Il dit ne pas avoir été là quand le bâtiment avait été acheté mais une décision a été prise aujourd'hui.

Oui, la ville a des projets, un atelier musical qui a été voté et sera bientôt mis en place, le projet de reconstruction des écoles avec récupération des terrains et sur ceux-ci d'autres projets seront réalisés. Il dit avoir fait des recherches, et a vu sur Martinique Première, un reportage de Grégory GABOURG et Peggy PINEL-FEREOL le 2 octobre 2022 sur les salles de cinéma qui n'ont plus la cote et qu'en 1980 la Martinique avait 21 salles alors qu'aujourd'hui elle en a beaucoup moins. Les gens ne vont plus au cinéma. Il ajoute qu'il ne faut pas comparer la commune des Anses d'Arlets et celle du Vauclin. Une étude a été faite et des dossiers ont été montés. C'est une mesure de sécurité car c'est un danger et il faut trouver une solution car c'est du domaine public.

Mme LEBRAVE dit qu'elle n'est pas contre la démolition du bâtiment car c'est une mauvaise image pour la ville, le bâtiment étant situé à l'entrée du bourg. Cela ne fait pas plaisir à regarder, donc elle est pour la démolition mais c'est le reste qui la dérange.

M. ODONNAT demande à M. FARREAUX de répondre aux questions qui lui ont été posées et précise qu'il voudra plus tard apporter des éléments à M. DAVIDAS.

Mme JEAN MARIE dit à M. DAVIDAS qu'elle parle des infrastructures.

M. FARREAUX invite Mme MAGDELONETTE à répondre à la question sur la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain).

Mme MAGDELONETTE dit que la ville a payé une pénalité de 65 613,19€ pour l'année 2021 et pour 2022 le montant est de 64 326,85 €.

M. AUGUSTE-CHARLERY fait une brève explication sur l'achat et l'entretien d'un bien, et pour lui si le Valentino est dans cet état c'est de la faute de M. OCCOLIER et M. CLÉON qui avaient pris la possession du Vaucilin et s'ils avaient pris le temps de s'occuper du bâtiment Valentino il ne serait pas devenu dans cet état ; ils l'ont pris pour une déchèterie. M. FARREAUX dit que ce n'était pas de la faute ni de M. OCCOLIER, ni de M. CLÉON mais de toute l'équipe en place à cette époque. En réponse à Mme JEAN-MARIE, ce n'est pas du domaine public, c'est du domaine privé de la ville donc ce terrain peut être vendu. En réponse à la question sur l'avis des ABF, la ville n'a pas à demander l'avis de cet organisme. Lorsque le promoteur déposera son permis, la ville sera tenue d'envoyer un courrier à l'ABF pour avoir l'avis sur le permis de construire et cet organisme fera ensuite des recommandations ou pas, que le promoteur sera tenu de respecter, s'il veut recevoir son permis de construire pour ensuite construire le bâtiment. Quelles sont les projets de la ville ? Sur le plan culturel, la ville a un projet de studio d'enregistrement pour que les usagers du Vaucilin, les jeunes et les associations puissent enregistrer et valoriser leur travail.

Le Valentino a été construit en 1977 et a fonctionné pendant 10 ans et pour des raisons inconnues il a été fermé. Après avoir fait des recherches, il est resté fermé pendant quelques années et la propriétaire, Mme SAINTE-FOIE a voulu le mettre en vente et il a été acheté par la municipalité de l'époque à un prix estimé en franc de 2 700 000 francs, et il est stipulé dans les documents par le notaire et l'extrait du procès-verbal de l'époque qu'il avait été acheté au-delà du prix des domaines. Malheureusement l'équipe qui l'a achetée est restée cinq ans mais n'a rien pu en faire. En 1995, une autre équipe a été élue, mais pour des raisons églement inconnues, d'autres projets ont été prioritaires. C'est un bâtiment qui est devenu une verrière car des élus de l'opposition, l'ont fait voir sur le média télévisé ATV, laissant paraître la ville du Vaucilin, comme étant sale, car il y a beaucoup d'endroits magnifiques au Vaucilin à montrer à la télé autres que le Valentino.

Ensuite, concernant les sièges, M. FARREAUX dit qu'à l'époque, les sièges ont été achetés pour être placés dans le cinéma, mais les sièges n'étaient pas conformes parce qu'ils n'étaient pas ignifugés donc ils n'ont pas pu être installés. Une proposition avait été faite pour les donner au CSV afin de créer une cabine d'honneur, mais malheureusement, cela n'a pas pu être fait pour des raisons qu'ils ignorent. Et il ne peut donc pas répondre à cette question n'ayant pas la réponse.

Il répond à Mme LEBRAVE qui a parlé de la forte demande de logements sociaux, et dit qu'aujourd'hui la ville est à 13 % et que la municipalité précédente avait fait le choix de faire des logements sociaux mais entre temps d'autres lotissements ont vu le jour notamment à Belle Etoile et Bel Air, les gens ont également construit des logements et des permis ont été attribués sur des terrains familiaux. La ville est donc loin des 25% et il se demande même si ce chiffre sera atteint. La population demande des logements et la ville a du mal à les attribuer. Il dit que M. ODONNAT a dit quelque chose de juste. En effet, sur une petite surface il ne peut pas y avoir de logements type F3 ou F4 mais lorsque le promoteur est venu en mairie discuter, il lui a été précisé que la ville souhaite des logements sociaux, mais pour les jeunes car les sociétés OZANAM, SMHLM, la SIMAR, ont du mal à répondre à cette demande. Il pense à ces jeunes qui ont un certain âge et qui voudront prendre leur autonomie et c'est pour cela que la ville a demandé des petits logements sociaux, afin de redynamiser le bourg, car la ville fait partie des « Petites villes de demain ». Au lieu de les mettre dans les périphéries ou dans les grandes cités, la solution serait de les inclure dans une démarche de mixité sociale. Malheureusement une salle de danse, de peinture ou un musée ne peut pas être construits à cet endroit.



Concernant le prix, il concerne la vente uniquement et la démolition est estimée à 50 000 €. Le promoteur devra faire des recherches d'amiante et si le résultat est positif, le prix sera plus élevé. Concernant la société en création, M. FARREAUX répond que ce promoteur a déjà une société et que dans l'immobilier à chaque projet, il se crée une société. Une fois que la ville pourra fournir au promoteur un document stipulant qu'elle est prête à vendre il fera ses démarches et lors d'un prochain conseil municipal, les élus seront informés de l'avancement de ce projet. Dans la convention il sera précisé qu'il devra faire du logement social et les élus y veilleront. Il apporte une précision en disant qu'il écoute religieusement les collègues sans émettre de commentaires ni de réaction malpolie. Concernant l'aspect historique comme l'a dit M. DAVIDAS, la ville des Anses d'Arlets a un projet sur un cinéma qui date de 1905 et qui a une vraie valeur patrimoniale ; celui de la ville a été construit en 1977, puis fermé pendant une trentaine d'années et resté à l'abandon. Aujourd'hui il n'a aucune valeur, puisque le bâtiment ne vaut plus rien, il pense qu'il faut vendre ce terrain et permettre que le promoteur y crée du logement, parce que la ville travaille avec la SPL pour récupérer les dents creuses. Ils reviendront ensuite dans un prochain conseil municipal, parler des projets de la ville, ils vont devoir discuter et il compte sur l'avis des élus de la ville et non pas ceux de la ville des Anses d'Arlet. Une page se tourne et dans quelques années la petite collégienne sera satisfaite s'ils parviennent à mettre en place leur projet et la population pourra pratiquer diverses activités sans déranger le voisinage.

Mme LEBRAVE revient sur le fait de ne mettre que des jeunes dans un bâtiment, en disant ne pas être contre la démolition du bâtiment, et s'interroge quant à la superficie et au nombre de logements sociaux qui seront construits. Par contre, elle abonde dans le sens qu'il faille construire pour les jeunes, mais est-ce la solution de mettre que des jeunes dans un bâtiment et demande de faire attention pour éviter que ce lieu ne soit « ghettoisé », et demande aux élus de revoir les critères et de rendre ce lieu intergénérationnel pour partager et transmettre le savoir et la culture. Elle pense aussi que les critères d'attributions doivent être revus. Son inquiétude est la vente à un particulier qui ouvre plusieurs sociétés.

M. FARREAUX précise que c'est un bâtiment où il n'y aura pas que des jeunes. La mixité sociale veut qu'il y ait des personnes de tout âge et ce seront des logements types T1 ou T2 pouvant convenir à une personne âgée seule. Concernant le prix de vente, les domaines ont estimé le terrain à 49 000 €, desquels ont été déduits 20 %, car il y a un bâtiment à démolir dessus c'est pour cela que le prix a été estimé à 39 000€ donc la phrase qui se trouve sur le projet a bien lieu d'être. La démolition est d'une valeur de 50 000€.

Il dit ne pas être spécialiste de l'immobilier, mais que dans ce milieu, les entrepreneurs créent des sociétés civiles immobilières pour construire et mettre en location ou créent une société de construction vente ; c'est-à-dire que l'entreprise est créée pour construire ou pour vendre un bien et une fois que la vente est conclue avec un bailleur social, la société cesse d'exister et c'est pour ça que dans l'immobilier, des sociétés sont créées pour chaque construction.

M. ODONNAT maintient que sur 380 m<sup>2</sup>, il n'est pas possible de mettre 10 logements. Il prend le pari que dans trois ans il n'y aura pas de logement sur ce terrain. Ensuite il répond à M. DAVIDAS en lui disant qu'il est possible de mettre un équipement public sur ce terrain puisqu'il y a un certain nombre de maisons qui sont limitrophes du Valentino, qu'il faut simplement faire des propositions aux propriétaires pour acheter ses terrains, et si la ville n'a pas les moyens, il faut se rapprocher de l'EPFL. Il pense aussi, qu'il faut avoir de l'audace et de l'imagination pour réaliser un certain nombre de projets, et dit que M. Le Maire a laissé des directives en disant qu'il faut absolument voter ce point.

Il respecte le choix de la majorité de voter ce projet mais l'opposition à une autre idée de ce qu'il fallait faire de ce lieu.



Il dit ne pas voir ce que la municipalité version UDV depuis qu'elle est au pouvoir a fait comme acquisition, contrairement aux équipes qui les ont précédés, (M. JUSTON, M. CELMA), et qu'il y a quand même une traçabilité sur l'histoire du Vaucilin. Quand il y a une vente, il faut essayer d'en faire un bénéfice et cette somme est le prix d'une grosse voiture. M. FARREAUX dit que quand la ville encaisse 39 000€ elle doit les faire passer en investissement et cette somme, si elle est estimée à 10% c'est 390 000€ avec lesquels un projet peut être mené.

Mme VOLTINE veut savoir si c'est la seule offre que la ville a eu durant ces dernières années.

M. FARREAUX répond que la ville a eu une autre offre de SMHLM il y a plusieurs années pour le même projet, mais que celui-ci n'a pas abouti.

Mme VOLTINE demande pourquoi ne pas avoir fait une enquête publique afin qu'un jeune vauclinois qui veut revenir au pays puisse acquérir ce terrain. Elle ajoute qu'il est demandé aux jeunes de revenir au pays mais rien n'est mis en place pour les accueillir.

Mme LEBRAVE demande si la pénalité sera payée pour 2022.

M. FARREAUX répond que, tant que la ville n'aura pas atteint les 25%, il y aura une pénalité à payer.

**VOTE**

Les membres du conseil municipal votent à la majorité des membres présents et représentés moins 4 contre et 1 abstention.

**IV/ FINANCES**

**05-Fête patronale 2022 - Prise en charge de frais de déplacement (p.15)**

Mme CANCORIET expose.

**M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :**

M. AUGUSTE-CHARLERY demande si le jeune est venu gratuitement pour la fête patronale. Et pourquoi Roger Albert n'est toujours pas payé depuis juillet ? Il ne comprend pas pourquoi le paiement n'a pas été fait avant.

M. FARREAUX répond à M. AUGUSTE-CHARLERY en lui disant que ce jeune est venu gratuitement dans le cadre de la fête patronale et que Roger Albert Voyages sera payé après délibération du conseil municipal.

**VOTE**

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**06-Décision modificative n°1 (p.16 à 18)**

Mme MAINGE expose.

**M. Le PRÉSIDENT expose :**

Mme VOLTINE souhaite une précision car le montant imputé à l'opération 20221 était de 319 961.19 euros lors du vote du budget or dans cette décision modification, il est à 0.

Mme MAGDELONETTE explique que l'opération n'a pas changé de nom, c'est toujours « diverses acquisitions » et le montant de départ annoncé, n'a pas évolué. Si le conseil municipal valide cette décision modification n°1, il y aura une évolution puisque l'article 21571 sur lequel sera imputé le tracteur n'était pas abondé ; c'est la raison pour laquelle apparaît un montant de zéro. Elle explique qu'à l'intérieur d'une opération, il y a plusieurs articles d'imputation comme du mobilier, du matériel roulant, l'acquisition de véhicules... Elle confirme que la somme qui a été budgétisée sur l'opération 20221 correspond aux diverses acquisitions et que c'est bien 319 961.19€ sauf qu'en début d'année l'article 21571 n'était pas budgétisé.

Mme VOLTINE précise qu'elle ne comprend pas et qu'elle souhaiterait que cela apparaisse plus clairement.

M. FARREAUX explique que dans le budget il y a des opérations qui sont composées d'articles. C'est l'addition des articles qui constitue l'opération donc si l'on rajoute un article le montant global de l'opération augmente.

**VOTE**

Les membres du conseil municipal votent à la majorité des membres présents et représentés moins quatre abstentions (Mme VOLTINE, Mme JEAN-MARIE, M. AUGUSTE-CHARLERY, M. ODONNAT).

**07-Pwason en tout' sos – Plan de financement (p.16)**

**M. BABO expose.**

**M. Le PRÉSIDENT ouvre le débat :**

Mme LEBRAVE trouve que la demande de subvention est courte et voudrait savoir s'il y aura une autre édition.

M. BABO dit que cette manifestation sera renouvelée.

M. DAVIDAS dit que depuis la Covid, la municipalité essaie de relancer les activités. Une manifestation comme celle-ci est compliquée à organiser et il y a aussi les produits de la terre à mettre à l'honneur. Par ailleurs, il espère que la pêche sera bonne, car il y a deux jours il était sur le port de pêche, et selon le retour des pêcheurs, la ressource était incertaine. C'est une opération qui rentre dans une démarche de valorisation culturelle en association avec les marins pêcheurs.

M. FARREAUX précise que la demande de subvention a été faite, mais comme il n'y avait pas de conseil avant celui du mois d'octobre il est nécessaire de faire une régularisation.

**VOTE**

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.



08-Réponse à l'appel à projets 2022 « Programme actions de sécurisation » - Plan de financement (p.19).

M. BABO expose.

M. Le PRÉSIDENT ouvre le débat :

Mme JEAN MARIE demande pourquoi la Police Municipale n'est pas dotée d'un drone. M. DAVIDAS répond que la mairie a des drones et que des agents dont un policier municipal, ont été formés à la manipulation de ceux-ci. Il précise qu'il y a des règles strictes pour les faire voler, et qu'une demande doit être faite auprès de l'aviation civile à l'avance. Mme LEBRAVE dit qu'il faut profiter pour faire une demande de subvention car le ministre a insisté sur l'installation de vidéo protection par les collectivités et insisté sur l'enveloppe destinée à cet effet.

Elle veut savoir si les caméras fonctionnent correctement et s'il y a des frais de maintenance. M. DAVIDAS dit être satisfait de l'état de l'installation des caméras en cours. Par mesure de sécurité, il ne peut pas en dire davantage. Actuellement les caméras qui sont installées sont plus solides et plus performantes et elles ont prouvé leur intérêt car à plusieurs reprises grâce à elles, des investigations ont pu être menées correctement. M. AUGUSTE-CHARLERY dit que c'est une très bonne chose d'équiper les policiers de la ville, car la délinquance augmente et qu'il faut être bien armé pour interpellier des jeunes dangereux. M. FARREAUX dit que même s'il y a les caméras, la présence physique des policiers municipaux dissuade. M. FARREAUX ajoute pourquoi le week-end il n'y a pas de policiers. M. AUGUSTE-CHARLERY demande pourquoi le week-end il n'y a pas de policiers. M. DAVIDAS dit que les agents travaillent du lundi au samedi de 7h à 18 heures. Le dimanche c'est compliqué car les heures supplémentaires sont importantes et il faut respecter la législation. Toutefois il y a une permanence qui a été mise en place par la nouvelle mandature. M. FARREAUX ajoute qu'il y a toujours la gendarmerie en cas d'urgence.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

09-Réalisation de deux courts de tennis-Plan de financement (p.20)

M. MELCHIOR expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

M. AUGUSTE-CHARLERY demande sur quel terrain sera fait ce projet. M. FARREAUX répond qu'il sera réalisé sur l'ancien terrain de tennis. M. AUGUSTE-CHARLERY dit que c'est un bon projet, mais qu'il y a des choses beaucoup plus importantes à faire, et que ce sport est réservé aux personnes aisées. Il ne votera pas pour ce projet car la municipalité en place réfléchit mal. Il pense qu'ils devront donner la priorité à l'éclairage du stade municipal. Mme LEBRAVE dit qu'elle fait le même constat que le Valentin. L'existant a été laissé à l'abandon, c'était des fonds publics qui avaient été utilisés pour la réalisation de ce terrain de

tennis qui était déjà en service avec de l'éclairage et aujourd'hui le tennis n'est plus un sport d'élite, c'est un sport qui se banalise. Il y a des cours au Lamentin, au François et depuis quelques années c'est un sport à la portée de tous. C'est dommage de revenir à la case départ car il y a une demande, mais la ville perd du temps car il y avait déjà une demande à l'époque. Ici même, de mémoire, l'explication qui avait été donnée, c'était qu'il était construit sur une parcelle inondable. Elle s'étonne aujourd'hui qu'il va être reconstruit au même endroit. Est-ce que le terrain de tennis aura des vestiaires, va-t-il y avoir des compétitions et il y aura-t-il des gradins ?

M. FARREAUX dit que le tennis n'est plus un sport réservé à une catégorie de la population, que les élus doivent participer à la démocratisation des sports et qu'il existe des aides pour les jeunes (comme celles de la CAF), afin d'inscrire les enfants qui veulent pratiquer du sport quel que soit le coût. Puis il dit ne pas être sûr que le tennis coûte plus cher que la planche à voile par exemple. Concernant le terrain de tennis qui existait, un cyclone l'a abîmé en 2007 et depuis il n'a pas été reconstruit. Maintenant il dit regarder vers le futur et se dit qu'il faut le reconstruire, puisqu'il y a des gens qui viennent les voir et qui sont prêts à la création d'un club, prêts à donner des cours et ils veulent voir le tennis revenir au Vauclin. Il faut donc que la ville puisse proposer cette activité aux jeunes Vauclinois. Concernant l'éclairage ce n'est pas un ou l'autre (tennis ou stade). L'éclairage du stade est déjà financé et voté, par contre la toiture doit être refaite avant l'éclairage donc ça prend un peu de retard. Le projet de refaire les gradins existe toujours mais ça prend simplement un peu plus de temps. Il tient à préciser que des vestiaires supplémentaires seront ajoutés au stade car les équipes sont mixtes et il faut des vestiaires qui distinguent le sexe des joueurs.

M. DAVIDAS dit que l'idée est d'élargir l'offre sportive, et qu'il y a une demande sur le tennis. Par contre dans ce projet ce qui est intéressant c'est que l'équipe veut réellement créer un club ; ce n'est pas juste un terrain seul.

Mme VOLTINE trouve que c'est intéressant de répondre à la demande de la population, et demande ce qu'il en est de la politique sportive de la ville ? Quand elle voit les résultats selon elle, la politique n'est pas terrible. Elle ajoute aussi que toutes les associations sont en souffrance à part le CSV qui est bien aidé, les autres sont délaissées. Il n'y a pas si longtemps, elle discutait avec quelques personnes qui pratiquent du futsal au quartier Château Paille, qui sollicitent la ville toute l'année et qui ont du mal à fonctionner. Ils n'ont pas de moyens et ils ont appelé à l'aide à Mme VOLTINE. Elle dit qu'elle verra ce qu'elle pourra faire pour eux car elle trouve que c'est dommage que tout soit concentré sur une seule activité et que les autres soient délaissées. Il n'y a pas que des joueurs de football au Vauclin, il faut aussi donner leur chance à ceux qui ont envie de faire autre chose. Ce n'est pas normal qu'un club réclame 80 € pour payer sa licence pour l'année et que la ville refuse de leur donner cette somme, quand elle voit ce qu'elle est prête à dépenser sur un terrain de tennis. Elle dit aux élus de la majorité qu'elle donnera cette somme à ce club.

M. DAVIDAS remercie Mme VOLTINE pour son geste auprès de cette association, et lui dit que c'est dommage que le collègue chargé du sport ne soit pas présent pour rectifier ses dires. Il rajoute qu'ils ne fréquentent pas les mêmes Vauclinois.

Mme VOLTINE dit qu'elle va sur le terrain à la rencontre des Vauclinois que c'est son rôle d'élue.

M. DAVIDAS répond que son équipe aussi va à la rencontre de la population et qu'ils sont au travail, au pouvoir et qu'ils mettent des projets en place. Des réunions avec les associations sont mises en place afin de les aider en fonction de leurs demandes. Ils ont des projets qui sont mis en place et pour répondre à sa question, il lui dit que oui il y a une forte demande pour les cours de tennis et que le service des sports de la ville fonctionne bien. Il trouve dommage qu'elle ne tombe que sur les mauvaises personnes et lui propose une rencontre afin d'aller ensemble à la rencontre de la population.



M. FARREAUX dit qu'il est positif sur ce projet et qu'il est un peu malheureux car il côtoie beaucoup de jeunes de l'association de FUTSAL (qui est aussi du foot), qu'il va les interroger sur cette histoire de 80 € refusés par la ville, car ils ont demandé une subvention de 600€, qui a été votée au conseil municipal et qui a été versée sur le compte de cette association, donc M. FARREAUX dit ne pas comprendre cette histoire. Puis il dit à Mme VOLTINE que c'est très bien d'avoir donné 80 €, mais qu'il a lui-même donné une aide personnelle de 200€, en plus d'avoir sollicité une entreprise de la ville, pour leur attribuer la somme de 200 € ce qui fait un total de 480€ y compris les 80€ que Mme VOLTINE a donné. Il ajoute qu'il a l'habitude de donner aux associations sportives de sa poche quand elles en ont besoin (pack d'eau, jus, soda etc...) et qu'il n'est pas le seul à faire ce genre d'action. Puis il ajoute qu'il ne faut pas s'en vanter en conseil municipal, et qu'il ne faut pas dire que la ville donne de grands moyens à certaines associations et qu'elle ne donne pas aux autres. Les associations reçoivent une subvention en fonction du nombre d'adhérents et des dépenses qu'ils feront sur l'année. Le CCV reçoit une grosse subvention, parce qu'ils ont des dépenses particulières, le vélo et le tour coûtent cher. Le CSV a beaucoup d'adhérents pour le football et le handball, donc ils reçoivent leur subvention en fonction de leurs projets et du nombre d'adhérents. Alors il ne faut pas dire que le CSV a des passe-droits.

M. FARREAUX dit que la politique de la ville est d'accompagner les associations dans leur projet, pas de faire à leur place.

Le monde associatif a des projets, il présente des dossiers et la ville accompagne. Parfois ils viennent en plus pour un déplacement qui n'était pas prévu et la ville accompagne aussi.

Pour finir il remercie Madame VOLTINE d'avoir accompagné ses jeunes à hauteur de 80€ ce qui leur permettra de réaliser un projet car les licences ne coûtent pas cette somme. Quand il était président du CSV, il trouvait des astuces pour faire payer les licences car ce n'était pas chose facile.

Mme LEBRAVE ajoute qu'il ne faut pas être dans l'assistantat et il faut apprendre aux jeunes à être responsable et à aller chercher des fonds. Elle dit qu'elle a été voir l'association Futsal, qu'elle a monté le dossier de subvention et celle-ci leur a été attribuée. Elle a pu aider plusieurs associations mais ne va pas divulguer tout ce qu'elle a pu faire sinon la ville aurait beaucoup à lui rembourser. Une association fait vivre la commune et il faut les accompagner, les aider mais aussi les responsabiliser et surtout leur dire que la création d'entreprise n'est pas chose facile ; même si c'est 5€ il faut faire payer l'adhésion. Elle ajoute qu'à la MJCA il y a une fuite et que le parquet prend beaucoup d'eau.

M. FARREAUX ajoute que le sport n'est pas simplement une question de résultats, mais qu'il y aussi un rôle important d'accompagnement des jeunes, car souvent c'est la seule activité qu'ils ont, ils n'ont pas toujours la possibilité de faire autre chose, et c'est sans doute un lieu pour leur permettre de s'épanouir. Ce n'est pas toujours facile à la maison ou à l'école et une association permet à un jeune de sortir de ces moments d'anxiété.

**VOTE**

Les membres du conseil municipal votent à la majorité des membres présents et représentés moins quatre abstentions.

**I0-Projet d'aménagement de la Maison France Services et d'un espace de co-working (Tranche 2) – Demande de subvention (p.21 à 22)**

**M. ZACHARIE expose.**

**M. Le PRÉSIDENT ouvre le débat :**

Mme VOLTINE demande comment va fonctionner cet espace de coworking, est-ce que les usagers auront une carte d'adhésion.

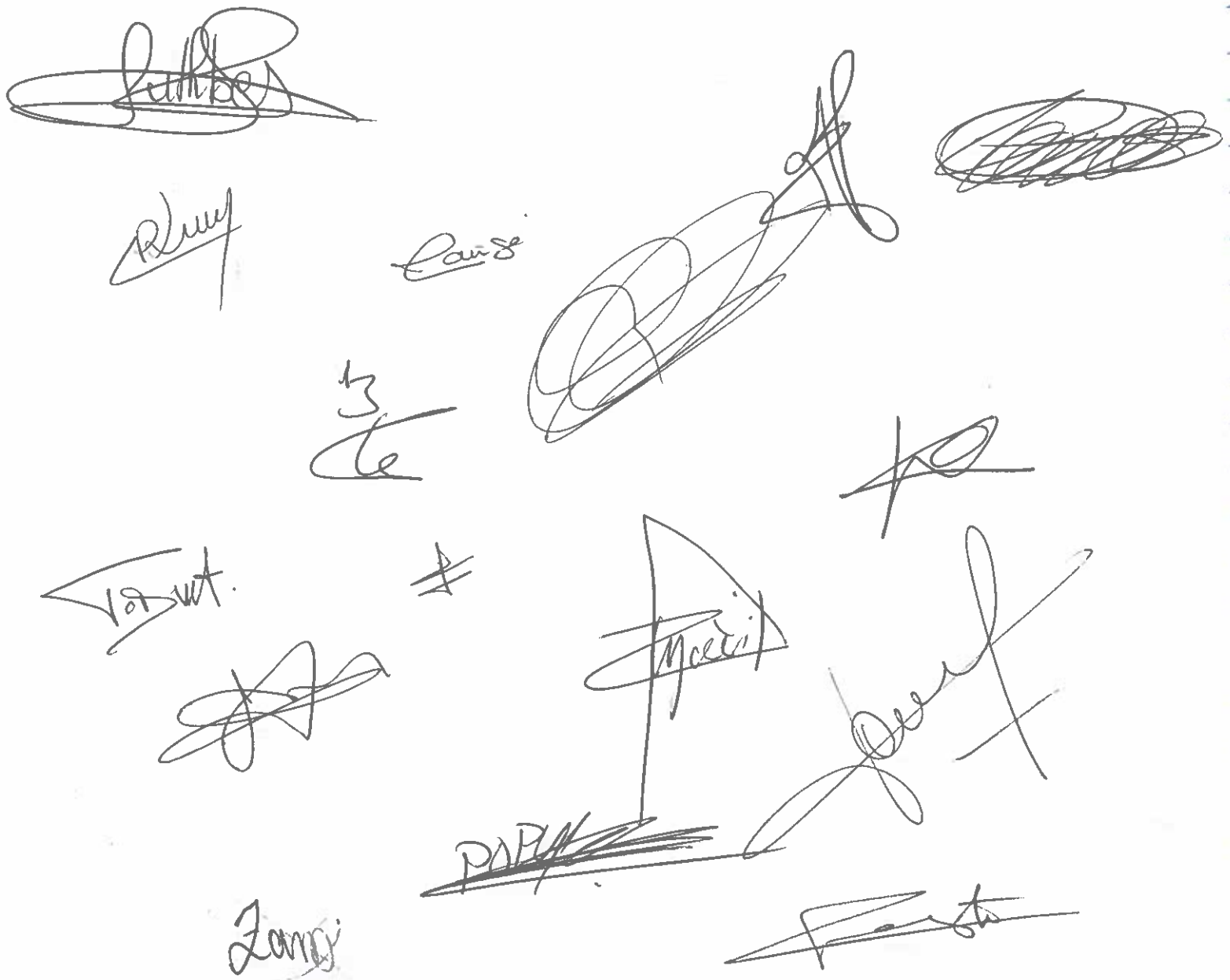
M. FARREAUX apporte une précision en disant que la Maison France Services est un espace gratuit. Pour l'espace de coworking, une participation sera demandée, elle sera fixée dans un prochain conseil municipal.

Mme VOLTINE souhaite savoir si cet espace est réservé uniquement aux entrepreneurs et si les étudiants auront accès à cet espace pour travailler.

M. FARREAUX répond que tout type de public pourra avoir accès à cet espace, et que les étudiants pourront également l'utiliser. L'espace sera d'ailleurs doté d'un espace de formation.

#### VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés

A collection of approximately 15 handwritten signatures in black ink, scattered across the page. The signatures vary in style, with some being highly stylized and others more legible. Some signatures appear to be names, while others are initials or marks. The signatures are distributed across the middle and lower half of the page, below the 'VOTE' section.